



7.3 Annexe à la section 7.1 – Résultats détaillés de l’analyse des recommandations des commissions mondiales



Domaine	Principaux résultats
Des leviers pour susciter le changement	<p>De nombreuses commissions mondiales ont demandé des mesures et des mécanismes généraux nécessaires pour stimuler le changement, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un cadre stratégique mondial approuvé lors d’un sommet - pour établir un vocabulaire et des objectifs communs et faire des choix stratégiques concernant les priorités à court et à long terme – ainsi qu’un programme d’action et un cadre de responsabilité (ou une Assemblée spéciale des Nations Unies), ainsi que des plans de mise en œuvre approuvés durant le sommet • Des mesures volontaires, telles qu’un code de pratique, des normes, des lignes directrices, des procédures, des boîtes à outils et des « dialogues sur les politiques » • Des approches de suivi et d’amélioration, telles que des indicateurs, des cibles, des objectifs, des examens des dépenses fonctionnelles, des évaluations indépendantes et la mise en valeur des groupes les plus performantes • Des mécanismes de planification, tels que la budgétisation multisectorielle et la planification des programmes • Une assistance technique et financière et des accords de partenariat, qui peuvent être déployés rapidement lorsque des fenêtres d’opportunité s’ouvrent ou que des crises surviennent • Des mécanismes de financement, tels que le financement de la mise en œuvre ou de la mise à l’échelle, le financement conditionnel à des activités des résultats (c’est-à-dire des incitatifs), une part relative plus importante des engagements financiers existants et un mécanisme centralisé pour les dons individuels. • De nouveaux points de contact au sein des institutions existantes, tels qu’un représentant spécial des Nations Unies (et éventuellement des représentants régionaux et des envoyés nationaux), un comité intergouvernemental ou un groupe de travail interinstitutions des Nations Unies, un organisme de haut niveau et un observatoire mondial, qui pourraient agir comme groupes complémentaires ou comme une « coalition de champions » • Des traités juridiquement contraignants, tels que les conventions-cadres • Des éléments tirés d’une stratégie plus large : <ul style="list-style-type: none"> ○ pour soutenir l’action des pays, comme un cadre, une boîte à outils de mise en œuvre, la sélection et la création d’une dynamique dans les pays, la création d’engagements et de plans nationaux, l’utilisation d’institutions spécialisées, le partage des meilleures pratiques et le suivi des progrès ○ pour l’action climatique, tels que des objectifs mondiaux clairs, un mécanisme pour prendre et renforcer les engagements nationaux, et un cadre de mise en œuvre solide ○ pour la préparation et la riposte à la pandémie, comme un cadre, un mécanisme de gouvernance, l’engagement des institutions existantes, une capacité pour être prêt à tout moment, une mise en commun mondiale, et la capacité de pivoter et mettre à l’échelle rapidement ○ pour la coordination interinstitutionnelle et le « nivellement », comme le Secrétaire général des Nations Unies, les dirigeants des agences des Nations Unies et les présidents et actionnaires des banques multilatérales de développement en alignant les actions normatives, de conseil et d’investissement de leurs institutions ○ pour tirer parti de l’autorité institutionnelle existante, comme le Fonds monétaire international en accordant plus d’attention à des questions particulières dans ses activités de surveillance au titre de l’article IV



Chapitre 2: Nature des défis sociétaux	<ul style="list-style-type: none"> • Certaines commissions mondiales ont appelé à cadrer un défi sociétal de manière plus susceptible de générer des actions <ul style="list-style-type: none"> ○ Par exemple, cadrer comme un problème de systèmes adaptatifs complexes (High Level Panel for a Sustainable Ocean Economy) ○ Par exemple, reformuler les Objectifs de développement durable comme étant pour et à propos des enfants, et les émissions de gaz à effet de serre comme une menace pour leur avenir (Commission OMS-UNICEF-Lancet sur un avenir pour les enfants du monde) ○ Par exemple, conceptualiser la santé des adolescents de manière plus globale afin que les adolescents soient au centre des programmes existants et émergents, et plaider en faveur de l’âge de la « seconde chance » et de la possibilité de « triples dividendes » (Lancet Commission on Adolescent Health and Wellbeing) ○ Par exemple, définir le défi en termes syndémiques et systémiques pour montrer la connectivité inhérente et les origines systémiques, justifier les plateformes de travail collaboratif et attirer l’attention sur des actions à double et triple devoir (Lancet Commission on Global Syndemic of Obesity, Undernutrition, and Climate Change) • Certaines commissions mondiales ont appelé à des moyens de relever les défis sociétaux afin que les actions soient plus susceptibles de générer des impacts <ul style="list-style-type: none"> ○ Par exemple, relever le défi avec un ensemble d’interventions essentielles et intégrées (Gutmacher-Lancet Commission on Sexual and Reproductive Health and Rights for All) ○ Par exemple, planifier et séquencer les investissements pour accroître les avantages des interconnexions entre les secteurs (Groupe de haut niveau sur l’eau) ○ Par exemple, investir dans d’excellents achats, de bons achats et des achats prometteurs tels que déterminés par les meilleures données probantes (Comité consultatif mondial sur les données probantes en éducation) ○ Par exemple, considérer le problème comme un problème de systèmes complexes et adaptatifs nécessitant une combinaison d’approches par le haut (« top-down » en anglais) et par le bas (« bottom-up » en anglais) pouvant prendre en compte les boucles de rétroaction et soutenir l’adaptation et l’apprentissage (High Level Panel for a Sustainable Ocean Economy) • Quelques commissions mondiales ont également appelé à l’analyse prospective et aux innovations en tant que domaines pouvant compléter les données probantes pour relever les défis sociétaux
--	---



Chapitre 3: Décisions et décideurs : la demande en données probantes

- De nombreuses recommandations de commissions mondiales ont appelé les **décideurs gouvernementaux** à utiliser des instruments de politiques spécifiques pour relever un défi sociétal, bien qu'ils aient été généralement silencieux sur la façon dont les décideurs politiques peuvent ou devraient utiliser les données probantes dans la sélection ou l'application de ces instruments de politiques
 - Par exemple, des instruments d'information et d'éducation, tels que des rapports publics sur les progrès et les impacts sur la santé et l'environnement (Commission mondiale sur les océans) et sur l'équité (par exemple, Commission mondiale sur l'adaptation), ainsi que l'éducation pour développer divers types d'alphabétisation (par exemple, un groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition) et des plateformes numériques pour dispenser l'éducation ou les campagnes (commission indépendante de haut niveau de l'OMS sur les maladies non transmissibles)
 - Par exemple, des instruments volontaires, tels que des cadres, des lignes directrices (par exemple, un groupe de travail mondial sur la lutte contre le choléra), des boîtes à outils, des partenariats avec des institutions spécialisées et des réseaux
 - Par exemple, les instruments économiques tels que les dépenses publiques, les contrats, la tarification des externalités et la comptabilité au coût réel (Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres)
 - Par exemple, les instruments juridiques, tels que les réglementations concernant les normes (Commission mondiale sur l'économie et le climat), les achats (Commission mondiale sur la gouvernance de l'Internet) et les divulgations de conflits d'intérêts et d'autres facteurs (Groupe de haut niveau sur l'accès aux médicaments)
- Certaines recommandations des commissions mondiales ont appelé les **décideurs gouvernementaux** à utiliser des structures et des processus spécifiques, bien que, là encore, elles soient généralement silencieuses sur la manière dont les décideurs peuvent ou devraient utiliser les données probantes pour sélectionner ou appliquer ces instruments politiques.
 - Par exemple, des mécanismes de prise de décision intersectoriels (Commission mondiale pour une action urgente sur l'efficacité énergétique) et des initiatives pour soutenir la cohérence des politiques (Commission mondiale sur l'avenir du travail)
 - Par exemple, processus d'élaboration de politiques participatifs (3-D Commission on Health Determinants, Data and Decision-making)
 - Par exemple, des bureaux d'audit et d'ombudsman indépendants (Lancet Commission on Global Syndemic of Obesity, Undernutrition, and Climate Change)
 - Par exemple, les plans nationaux
- Moins de commissions mondiales ont demandé aux **leaders d'organisations** - en particulier aux chefs d'entreprise - d'utiliser des approches spécifiques pour relever un défi sociétal, et lorsqu'elles l'ont fait, elles ont à nouveau généralement gardé le silence sur la façon dont les leaders peuvent ou devraient utiliser les données probantes pour sélectionner ou appliquer ces approches
 - Par exemple, l'engagement envers des principes tels que les principes du Pacte mondial des Nations Unies et les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (Commission sur les entreprises et le développement durable) et les principes élargis de gouvernance environnementale, sociale et d'entreprise (Groupe mondial de haut niveau sur l'eau et paix)
 - Par exemple, l'utilisation d'outils financiers innovants, tels que la tarification des externalités (c'est-à-dire une tarification qui reflète les externalités environnementales et sociales), les outils de financement mixte pour soutenir les investissements dans les Objectifs de développement durable (c'est-à-dire récompenser la réalisation d'impacts environnementaux et sociaux parallèlement aux rendements financiers), la dette liée à la durabilité (c'est-à-dire une tarification subordonnée à la réalisation d'objectifs de durabilité), et le paiement de la protection de l'environnement (paiements pour des services qui protègent et gèrent la nature) (Commission des entreprises et du développement durable), ainsi que des partenariats public-privé pour réduire le risque d'investissement (Groupe de haut niveau sur les déplacements internes)
 - Par exemple, exploiter les mécanismes internes, tels que l'autovérification, fixer des objectifs d'embauche et fournir des incitatifs aux gestionnaires par le biais d'évaluations de la performance et d'une rémunération liée aux objectifs (Groupe de haut niveau sur l'autonomisation économique des femmes)
- Une commission mondiale s'attend à ce que les leaders organisationnels « soutiennent une science solide et utilisent les résultats pour définir des objectifs scientifiques dans leurs feuilles de route sectorielles » (Business and Sustainable Development Commission)
- Peu de commissions mondiales ont appelé les professionnels à relever les défis sociétaux indépendamment de leur rôle au sein des gouvernements et des organisations, bien qu'une commission ait appelé les **professionnels** à promouvoir des approches fondées sur des données probantes (Global Commission on Drug Policy)
- Peu de commissions mondiales ont appelé les **citoyens** à jouer un rôle plus actif pour relever les défis sociétaux
 - Par exemple, s'informer sur leurs droits, communiquer leurs besoins et leurs préférences aux prestataires de services, et avoir à la fois une connaissance de la santé et des données qui y sont reliées (Lancet Global Health Commission on High Quality Health Systems in the SDG Era)
 - Par exemple, encourager les citoyens agissant en tant que leaders d'opinion à jouer leur rôle de manière responsable et demander des comptes aux décideurs (Global Commission on Drug Policy)
 - Par exemple, développer la capacité de s'engager dans l'élaboration des politiques (Groupe mondial de haut niveau sur l'eau et la paix)
- Quelques commissions mondiales ont noté les rôles que d'autres peuvent jouer pour soutenir les citoyens, y compris les journalistes (Groupe de haut niveau sur les déplacements internes) et les professionnels comme les enseignants, les policiers, les travailleurs communautaires et les professionnels de la santé (Lancet Commission on Adolescent Health and Wellbeing)
- Une commission mondiale a appelé les citoyens à « faire pression pour une plus grande responsabilité sociale par le biais de bulletins d'évaluation, de suivi communautaire, d'audits sociaux, de budgétisation participative, de chartes citoyennes et de comités de santé » (Lancet Global Health Commission on High Quality Health Systems in the SDG Era)



Chapitre 4:
Études,
synthèses et
recommandations
: l'offre de
données
probantes

- De nombreuses recommandations de commissions mondiales appelaient à accroître la collecte et le partage de données, qui constituent le fondement de **l'analyse des données** en tant que forme de données probantes, mais :
 - ces recommandations ont accordé peu d'attention au problème du peu de données qui sont colligées, de la qualité des données et de l'analyse des données, et de la rapidité du partage (à l'exception de la Lancet Global Health Commission on High Quality Health Systems in the SDG Era)
 - ces recommandations semblaient supposer qu'une analyse des données robuste serait entreprise puis présentée de manière à éclairer la prise de décision et à soutenir l'imputabilité, notamment en étant attentif aux considérations d'équité
 - ces recommandations n'ont pas clarifié les types de questions auxquelles l'analyse de données peut le mieux répondre ou les formes de données probantes qui peuvent répondre aux autres types de questions nécessaires pour prendre des décisions
- Certaines des recommandations de ces commissions mondiales appelaient à des actions spécifiques liées à l'augmentation de la collecte et du partage de données, et à équilibrer les avantages et les inconvénients de l'utilisation de l'intelligence artificielle (mais pas nécessairement dans le contexte de l'analyse de données)
 - Par exemple, harmoniser les mesures, établir des systèmes de surveillance et partager des données en libre accès (Commission mondiale sur l'adaptation)
 - Par exemple, établir une plate-forme mondiale de partage de données (Commission mondiale des océans et Global zero) et un observatoire mondial pouvant soutenir des comparaisons transnationales (Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition et la UCL-Lancet Commission on Migration and Health)
 - Par exemple, réglementer l'intelligence artificielle (Commission mondiale sur l'avenir du travail) et s'assurer qu'elle est conçue de manière à permettre l'explication des actions et la responsabilisation des humains sur ces actions (Groupe de haut niveau sur la coopération numérique)
- Lorsque d'autres formes de données probantes étaient abordées, les recommandations avaient tendance à appeler à l'augmentation du partage de **nouvelles données probantes**, telles que de nouvelles évaluations (G20 High-level Independent Panel on Financing the Global Commons for Pandemic Preparedness and Response), sans toutefois en appeler à :
 - améliorer le rapport signal sur bruit dans le partage de telles données probantes
 - faire une meilleure utilisation des données probantes existantes
 - combiner plusieurs formes de données probantes
- Certaines commissions mondiales ont demandé des **évaluations**
 - Par exemple, évaluer ce qui fonctionne (Commission de l'éducation ; Commission mondiale sur l'adaptation ; Commission OMS-UNICEF-Lancet sur un avenir pour les enfants du monde ; Lancet Global Health Commission on High Quality Health Systems in the SDG Era ; Lancet Commission on Adolescent Health and Well-being ; et Lancet Commission on Women and Cardiovascular Disease)
 - Par exemple, évaluer les impacts dans de multiples domaines (par exemple, impacts sur la santé, l'économie et l'environnement) et sur différents horizons temporels (3-D Commission on Health Determinants, Data, and Decision-making)
 - Par exemple, approuver au préalable les conceptions d'études en vue des urgences sanitaires (Commission sur un cadre mondial des risques pour la santé pour l'avenir) et disposer d'une capacité régionale pour les études (Groupe d'experts indépendant pour la préparation et la riposte aux pandémies)
 - Par exemple, l'évaluation de produits tels que les vaccins, les diagnostics et les thérapies (Groupe de travail sur les crises sanitaires mondiales), sans toutefois se pencher sur le fonctionnement des systèmes de santé et les stratégies de mise en œuvre qui peuvent fournir les bons produits aux personnes qui en ont besoin
- Peu de commissions mondiales ont appelé à la **recherche comportementale/de mise en œuvre**
 - Par exemple, tirer parti des connaissances comportementales et de l'économie comportementale (Commission mondiale pour une action urgente sur l'efficacité énergétique ; Commission mondiale sur l'économie et le climat)
 - Par exemple, en utilisant des campagnes et d'autres stratégies pour changer les comportements tels que l'étiquetage des aliments (Champions 12.3), bien que sans mention explicite de la nécessité d'une recherche comportementale/de mise en œuvre
- Encore moins de commissions mondiales ont demandé **d'autres formes de données probantes**, telles que :
 - **les modélisations** (Champions 12.3 et Lancet Commission on Global Syndemic of Obesity, Undernutrition, and Climate Change)
 - **les informations qualitatives**, dans ce cas la recherche en sciences sociales pour soutenir l'engagement communautaire (Groupe de travail sur les crises sanitaires mondiales)
 - **les synthèses de données probantes**, dans ce cas sur les meilleures pratiques, les bonnes pratiques et les pratiques semblant prometteuses, mais dont les données probantes sont encore limitées (Comité consultatif mondial sur les données probantes en éducation)
 - **les lignes directrices**, dans ce cas des lignes directrices fondées sur des données probantes concernant les drogues (illicites) (Global Commission on Drug Policy)
- Une commission mondiale a appelé à l'utilisation de nombreuses formes de données probantes (Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition), tandis qu'une autre a appelé à la publication obligatoire des protocoles et des résultats des études, et au partage obligatoire des données individuelles anonymisées des patients (High-level Panel on Access to Medicines)



Chapitre 5: Rôle des intermédiaires de données probantes

- De nombreuses commissions mondiales ont appelé le **système des Nations Unies**, y compris ses bureaux régionaux et nationaux, à mieux exploiter son rôle normatif (par exemple, via les lignes directrices) et son rôle consultatif (par exemple, l'assistance technique à ses États membres), bien que les données probantes aient rarement été rendues explicites comme un soutien nécessaire à de tels rôles (par exemple, la Commission OMS-UNICEF-Lancet sur un avenir pour les enfants du monde)
- Certaines commissions mondiales ont appelé à un plus grand soutien à **d'autres types d'intermédiaires de données probantes**, tels que les services de vulgarisation agricole qui soutiennent les agriculteurs (Champions 12.3)
- Certaines commissions mondiales ont demandé des types de **stratégies** pouvant être utilisées par les intermédiaires de données probantes, bien que les données probantes aient rarement été explicites en tant que point central de telles stratégies.
 - Par exemple, partager des exemples de résultats et d'impacts obtenus, tels que l'éducation entre pairs (Commission mondiale sur l'adaptation), le mentorat (Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition) et (Lancet Global Health Commission on High Quality Health Systems in the SDG Era) et des communautés d'intérêts (Commission mondiale sur la stabilité du cyberspace)
 - Par exemple, l'audit des structures, des processus et des résultats pour identifier les opportunités d'amélioration (Groupe de haut niveau pour une économie océanique durable)
 - Par exemple, présenter les informations de manière compréhensible, avec un soutien supplémentaire aux groupes qui sont souvent marginalisés, défavorisés et sujets à la discrimination (Guttmacher-Lancet Commission on Sexual and Reproductive Health and Rights for All)
 - Par exemple, lutter contre la mésinformation en ligne, par la vérification des faits et par d'autres efforts pour contrer les allégations qui ne sont pas fondées sur des faits (UCL-Lancet Commission on migration and health)
 - Par exemple, maintenir des plateformes pour partager les connaissances (Groupe de haut niveau sur les déplacements internes)
 - Par exemple, maintenir des services d'assistance pour répondre rapidement aux demandes (Panel de haut niveau sur la coopération numérique)
 - Par exemple, le renforcement des capacités des décideurs (Groupe mondial de haut niveau sur l'eau et la paix), y compris différents types de littératie numérique et autres (Groupe indépendant pour la préparation et la riposte aux pandémies)
 - Par exemple, organiser des dialogues nationaux (Commission mondiale sur l'adaptation ; Panel de haut niveau sur l'eau)
- Une commission mondiale a appelé à séparer l'offre de conseils (par exemple, sur les semences) pour renforcer les incitatifs à recommander des approches qui réduisent les coûts et favorisent d'autres objectifs (Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres)
- Une autre commission mondiale a appelé à tenir les dirigeants responsables de leurs engagements et de leur impact collectif, ce qui sera nécessaire pour les intermédiaires de données probantes travaillant dans le cadre d'un système de soutien de données probantes hautement performant (Groupe de haut niveau pour une économie océanique durable)



Chapitre 6: Besoin de biens publics mondiaux et de capacités équitablement réparties

- Certaines commissions mondiales ont appelé des institutions spécifiques à jouer un rôle clé en ce qui concerne les **biens publics mondiaux** (par exemple, la Banque mondiale, l'OMS et l'Organisation internationale de normalisation ou ISO), bien qu'aucune n'ait abordé les biens publics mondiaux liés aux données probantes
 - Par exemple, établir un nouveau mandat et un nouvel engagement de financement pour la Banque mondiale, visant à promouvoir les biens publics mondiaux liés au développement (Groupe de haut niveau sur l'avenir des banques multilatérales de développement)
 - Par exemple, articuler le rôle de l'OMS avec les biens publics mondiaux pour soutenir la préparation et la riposte aux pandémies (Groupe indépendant pour la préparation et la riposte aux pandémies)
 - Par exemple, encourager l'ISO à développer et à adopter une norme internationale (Groupe de haut niveau sur l'eau)
- Certaines commissions mondiales ont appelé à des biens publics mondiaux qui pourraient être pertinents pour les biens liés aux données probantes
 - Par exemple, Internet (Commission mondiale sur la gouvernance d'Internet)
 - Par exemple, l'enseignement primaire et secondaire, les infrastructures de communication, les nouvelles mesures de qualité et un référentiel mondial de ces mesures (Lancet Global Health Commission on High Quality Health Systems in the SDG Era)
- D'autres commissions mondiales ont appelé à des mesures pouvant être considérées comme des biens publics mondiaux - même si elles n'utilisaient pas ce langage explicitement - et qui pourraient être pertinentes pour les biens liés aux données probantes
 - Par exemple, la convergence des processus réglementaires et des normes (Commission sur un cadre mondial des risques pour la santé pour l'avenir)
 - Par exemple, l'harmonisation des normes (Commission mondiale pour une action urgente sur l'efficacité énergétique)
 - Par exemple, les normes volontaires (Food and Land Use Coalition)
 - Par exemple, des plates-formes communes d'apprentissage numérique avec certification du contenu adapté aux programmes d'études et aux marchés du travail, ainsi que des systèmes communs d'accréditation des compétences favorisant la transférabilité (Commission de l'éducation).
 - Par exemple, les plateformes numériques pour le dépistage des facteurs de risque (Lancet Commission on Women and Cardiovascular Disease)
- Certaines commissions mondiales ont appelé à des **capacités réparties**, bien qu'aucune n'ait abordé une division appropriée du travail (par exemple, ce que le système des Nations Unies, ses bureaux régionaux et ses bureaux dans les pays peuvent mieux faire)
 - Par exemple, pour bénéficier d'Internet - normes ouvertes, points d'accès public, appareils abordables, hébergements pour les réfugiés et les personnes handicapées, et indicateurs d'accès, ainsi que des capacités distribuées pour gouverner, développer et utiliser Internet en toute sécurité (Commission mondiale sur gouvernance de l'internet)
 - Par exemple, pour mettre en œuvre le Règlement sanitaire international - auto-évaluations, évaluations externes périodiques, discussion publique de ces évaluations à l'Assemblée mondiale de la Santé, une approche chiffrée des soutiens à la mise en œuvre et une transition vers une approche plus globale sur le renforcement du système de santé lorsque les capacités se développent (Groupe de travail sur les crises sanitaires mondiales)
- D'autres commissions mondiales ont appelé à un organisme central pour soutenir le renforcement des capacités (Commission mondiale sur la stabilité du cyberspace) et pour réfléchir en termes de parcours d'apprentissage et d'apprentissage en continu (Commission de haut niveau sur l'emploi en santé et la croissance économique)